

<https://cafepedagogique.net/2024/09/11/un-choc-des-moyens-exige-dans-la-rue/>

Café pédagogique

4 min read

Grève « des évaluations contestables sur le fond et la forme »

Grève « des évaluations contestables sur le fond et la forme »



La rentrée scolaire 2024 est vraiment une rentrée particulière : alors que la profession est confrontée à un vide ministériel, les réformes annoncées par le précédent gouvernement sont en grande partie mises en place malgré le rejet de la grande majorité des personnels. Dans le 1^{er} degré, la mobilisation porte sur le refus des évaluations nationales mises en place dans tous les niveaux du CP au CM2.

Mardi 10 septembre 2024, trois syndicats, la FSU-SNUipp, la CGT Éduc'action, Sud Éducation ont appelé à une journée de grève, une semaine après la rentrée des élèves. Les syndicats dénoncent la généralisation des évaluations nationales. La revendication est cependant plus large : c'est « **un choc des moyens** » qui est réclamé par les personnels. Cette mobilisation se veut le début d'un mouvement plus large pour défendre une École publique de qualité, qui respecte les personnels et les élèves.

Refus de la généralisation des évaluations



La grève du 10 septembre est une « **grève ponctuelle** » et « ciblée 1^{er} degré, et plus particulièrement école élémentaire » explique Guislaine David, co-secrétaire générale du FSU Snuipp. Elle décrit « **des collègues mobilisés, mais pas forcément en grève** » .

La porte-parole du syndicat majoritaire du 1^{er} degré dénonce les « **évaluations contestables sur le fond et la forme** » qui mènent à un « **formatage des pratiques et à des pratiques uniformisées** ». Elle avance « **les résultats de la recherche : les évaluations ne sont pas efficaces pour mettre en place des politiques éducatives** ».

Guislaine David poursuit : « **on n'a pas besoin de plus d'évaluations nationales que tous les enseignants passent en même temps, on n'est pas contre les évaluations, on n'est pas contre les évaluations sur panel par exemple** ». Elle rappelle : « **les enseignants évaluent leurs élèves, mais c'est mieux d'évaluer avec ses propres outils adaptés aux élèves, à leur rythme** ». Les personnels rassemblés réclament le respect de la liberté pédagogique et l'abandon des évaluations nationales standardisées. Nicole, professeure des écoles en grève, s'oppose à ces évaluations, « **outils du tri social des élèves qui remettent en cause notre liberté pédagogique** ».

Dans les rangs de la manifestation marseillaise, Céline Peccini la co-secrétaire départementale de la FSU-SNUipp et professeure des écoles à Aix-en-Provence dénonce critique des « **évaluations qui ne permettent pas de prendre en compte la spécificité de chaque école, de chaque classe** ». Pour elle « **ce sont des évaluations de pilotage destinées à alimenter la logique du choc des savoirs et des groupes de niveau au collège** ».

Pour un choc des moyens

Pour Louise Paternoster de la CGT et de l'intersyndicale 93 « **la mobilisation du 93 n'est pas essoufflée** », soulignant qu'« **il y a 30% de grévistes** » dans le Second degré en Seine-Saint-Denis. Elle indique que c'est un signal fort pour indiquer la « **priorité du service public d'éducation et de l'Éducation nationale** ».

Dans le département des Bouches-du-Rhône, l'intersyndicale FSU-SNUipp, FNEC-FP FO, Sud Education, CGT Éducation, CNT, et la FCPE ont appelé l'ensemble de la communauté éducative – des personnels de l'Éducation nationale et les parents d'élèves- à se mobiliser. Abdelkrim Mesbahi, le président national de la FCPE participe à cette mobilisation à Marseille « **pour soutenir les revendications des parents d'élèves et aussi celles des syndicats enseignant. Au niveau national il manque 3000 professeurs avec de grosses difficultés dans de nombreuses académies. Nous sommes loin des promesses du Président de la République qui disait qu'il y aurait un enseignant devant chaque classe.** » Le rassemblement devant la DSDEN suivi d'une manifestation dans les rues de la ville a regroupé 500 personnels du Premier degré, professeurs des écoles, AESH avec la présence d'une délégation de parents.

Les revendications des syndicats, des familles, des personnels portent sur un « choc des moyens » pour réduire les effectifs dans toutes les classes et garantir un enseignement de qualité, ainsi qu'une inclusion respectueuse des personnels et des élèves. Franck Nef secrétaire départemental des Bouches-du-Rhône de la FNEC-FP FO déclare : « **Nous nous ne cantonnons pas du tout à la question des évaluations nationales. Nous revendiquons des moyens pour l'école, le refus des fermetures de classes, la diminution du nombre d'élèves dans les classes, des AESH à hauteur des besoins... Nous espérons que le 10 septembre ne sera qu'un début. Toutes les revendications sont légitimes, le gouvernement ne l'est pas.** »

Alain Barlatier & Djéhanne Gani